



**Bourse Uemoa**

**La BRVM ouvre sa séance du Jour**

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... (Page 07)

**Ukraine**

**La récolte de céréales aura baissé de 40% en 2022**

La récolte de céréales en Ukraine, un des principaux producteurs mondiaux, va chuter d'environ 40% cette année par rapport à 2021, ... (Page 08)

**Royaume-Uni**

**Les premiers billets à l'effigie de Charles III dévoilés**

Les premiers billets de banque à l'effigie du roi Charles III ... (Page 08)



**Promotion de l'évaluation**

**Valentine SAMA hisse le RÉTEva à l'international**



**Togo / Grand marché d'Adawlato**

**Le Premier ministre constate l'évolution des travaux**

• (Pages 03)

**Espace CEDEAO**

**1er Comité de pilotage sur le projet de câble sous-marin Amilcar Cabral**

La première réunion du Comité de pilotage du projet de câble sous-marin ... (Page 02)

**Produits locaux**

**La foire commerciale de Doufelgou ouverte**

La deuxième édition de la foire commerciale de Doufelgou a été ouverte, le mercredi 21 décembre, sur le site du nouveau marché central de la préfecture et ce jusqu'au ... (Page 04)

**BRVM**

**415,5 millions \$ de bénéfices nets déclarés par les banques cotées**

Sur les 9 premiers mois de l'année 2022, les banques cotées sur la BRVM ont affiché une résilience certaine face à ... (Page 06)

**Noël pour tous 2022**

**La Fondation Assal apporte la joie à 2060 enfants**

Dans le cadre de sa noble mission de solidarité et attentive aux aspirations des enfants en ... (Page 11)



www.career-academyinstitute.com  
+228 93277876 / 92123162 / 99265828



**VOUS RECHERCHER UNE CARRIÈRE INTERNATIONALE EN ÉCONOMIE ?**



**OFFRE LE PLUS HAUT SALAIRE**

Certification la mieux classée et acceptée au niveau international, valable dans plus de 151 pays.

DURÉE : 3 À 6 MOIS.

## Espace CEDEAO

## 1er Comité de pilotage sur le projet de câble sous-marin Amilcar Cabral

La première réunion du Comité de pilotage du projet de câble sous-marin Amilcar Cabral s'est tenue le 16 décembre 2022 à Praia, Cabo Verde. Cette réunion a été précédée d'une réunion d'experts tenue les 14 et 15 décembre 2022.



• Wilson LAWSON

Le projet vise à doter les États membres du Cabo Verde, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée-Bissau, du Libéria et de la Sierra Leone d'un câble sous-marin à fibre optique qui Augmenter la capacité du haut débit international et garantir la redondance dans les pays concernés. L'objectif de la réunion était d'examiner l'état d'avancement de la préparation du projet, d'examiner le projet de protocole d'accord du projet et d'adopter la feuille de route du projet. La réunion s'est déroulée en présence des Honorables Ministres en charge des télécommunications/numérisation et de leurs représentants. Étaient également présents le commissaire de la CEDEAO chargé des infrastructures, de l'énergie et de la numérisation de la Commission de la CEDEAO - Sediko DOUKA et les partenaires au développement. La cérémonie d'ouverture a été marquée par une allocution de bienvenue de M. Sediko DOUKA, Commissaire de la CEDEAO aux infrastructures, à l'énergie et à la numérisation et de brèves allocutions des ministres ou de leurs représentants de la Gambie, de la Guinée Bissau, du Libéria et

de la Sierra Leone. Le discours d'ouverture a été prononcé par Son Excellence Olavo CORREIA, Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Économie numérique de la République de Cabo Verde. Les honorables ministres ont souligné la nécessité d'une redondance pour les pays ne disposant que d'une seule connexion par câble international et ont affirmé leur plein soutien et leur engagement au développement du projet de câble sous-marin Amilcar Cabral. La réunion a officiellement établi le Comité directeur ministériel du projet de câble sous-marin Amilcar Cabral. Le comité est composé des ministres responsables des télécommunications/TIC/numérisation du Cabo Verde, de la Gambie, de la Guinée, de la Guinée Bissau, du Libéria et de la Sierra Leone. Cabo Verde a été nommé à l'unanimité par les pays participants en tant que président du comité de pilotage ministériel et du comité d'experts. Les ministres ont adopté à l'unanimité le rapport des experts et les recommandations qu'il contient. Les Honorables Ministres ont décidé d'établir formellement un comité d'experts du projet composé de membres du Comité technique ad hoc pour travailler

avec la Commission de la CEDEAO sur les activités préparatoires.

## Projet de protocole d'accord

En ce qui concerne le projet de protocole d'accord (MOU), les honorables ministres ont décidé ce qui suit : le protocole d'entente doit être examiné par des experts juridiques pour réaligner le langage. L'établissement du Comité directeur ministériel et du Comité d'experts devrait figurer dans un article du protocole d'entente. Suite aux amendements recommandés, le MOU devrait être envoyé à tous les pays avant fin décembre 2022 pour signature avant le 28 février 2023. Les ministres ont examiné et approuvé la feuille de route de livraison du projet et ont chargé la Commission de la CEDEAO d'explorer toutes les voies pour accélérer la mise en œuvre des activités qui y sont décrites. En particulier, les ministres ont demandé que les activités relevant du volet du cadre juridique et institutionnel soient achevées d'ici décembre 2023. Cela comprend la préparation et l'adoption du projet de traité et de l'accord intergouvernemental.

## AUX DÉCIDEURS...

## Entreprises et Développement Durable

Nul n'ignore que le Covid-19 a eu de profondes implications sur le « rôle des entreprises dans la société ». L'un d'eux est l'effet de la pandémie sur les stratégies de développement durable des entreprises. Il s'agit d'efforts pour éviter les impacts néfastes des entreprises sur l'environnement et les communautés, et pour renforcer les impacts positifs.

La pandémie peut amener les entreprises à réduire leurs coûts et à restreindre leurs stratégies de développement durable. Alternativement, la crise peut attirer l'attention des dirigeants sur la dépendance de leur entreprise vis-à-vis de systèmes sociaux plus larges. Et cela peut susciter une volonté de collaborer pour résoudre des problèmes communs.

Il est utile de savoir quand et pourquoi certaines entreprises limitent leurs efforts de développement durable en réponse à une crise. Cela peut aider à concevoir des mesures de soutien pour éviter que ces restrictions n'aillent trop loin. Il est également utile de savoir pourquoi d'autres entreprises renforcent réellement leurs efforts en matière de développement durable en cas de crise.

On s'intéresse depuis longtemps à la question de savoir si les crises et les menaces entravent ou favorisent le changement organisationnel et l'innovation. Certains ont fait valoir que les crises conduisent à l'innovation. C'est parce qu'ils motivent les managers à résoudre les problèmes, à prendre des risques et à apprendre.

En revanche, d'autres ont soutenu qu'une crise conduirait à une réponse organisationnelle rigide. Les gestionnaires restreignent le traitement de l'information, mettent l'accent sur le contrôle et conservent les ressources. Ces réponses contraignantes ont été mises en évidence par des études sur les réponses durables des entreprises à des crises telles que la crise financière de 2008.

Pour étudier les effets d'interaction entre les différents facteurs qui façonnent les réponses aux crises organisationnelles, nous avons utilisé l'analyse comparative qualitative. Cela nous permet de comparer systématiquement les entreprises de notre étude de cas en utilisant à la fois des données qualitatives et quantitatives.

The Conversation a identifié deux explications pour renforcer les réponses. « Construire sur les points forts » caractérise les entreprises qui avaient un fort engagement en matière de développement durable avant la crise. Ils avaient également un certain relâchement des ressources.

Ces entreprises ont pu utiliser leurs atouts pour étendre leurs efforts en matière de développement durable. Ces forces comprenaient des gestionnaires de la durabilité bien soutenus, dotés de compétences et de relations diverses qui pourraient être utilisées pendant la crise.

Dans certains cas, les entreprises ont tenté de combler les lacunes en matière de gouvernance en raison de préoccupations humanitaires. Dans d'autres, les propres opérations des entreprises ont été limitées par ces lacunes. Par exemple, les avantages de l'énergie solaire ont été démontrés pendant la crise pour l'une des entreprises de notre étude de cas, car l'État nigérian avait du mal à assurer une alimentation fiable ou la sécurité des équipes de ravitaillement en diesel.

La dynamique du « business as usual » s'appliquait aux entreprises qui avaient une faible maturité en matière de durabilité et qui disposaient également d'un manque de ressources limité. Ils avaient peu de motivation ou de capacité à étendre ou même à maintenir leurs engagements en matière de développement durable.

Enfin, le « bunkering down » explique comment certaines entreprises ont restreint leurs efforts en matière de développement durable parce qu'elles ont vu dans la crise une augmentation de l'imprévisibilité de leur contexte opérationnel. Cela s'est produit dans les pays où le contexte de gouvernance s'était détérioré. Ainsi, la baisse de la qualité de la gouvernance combinée à la crise pour motiver les dirigeants à restreindre leurs efforts en matière de développement durable.

Elom Nomenyo

## Image du jour



• Sandra ABLAMBA JOHNSON, ministre, Secrétaire général de la Présidence togolaise pose ici avec le Prix spécial pour le Développement Économique et la Promotion de l'Investissement décerné le 23 décembre 2022 par l'AO APBG.

## Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km <sup>2</sup>	21,7 km <sup>2</sup>	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

## Promotion de l'évaluation

## Valentine SAMA hisse le RéTEva à l'international

L'Assemblée générale du Réseau francophone de l'évaluation (RFE) tenue à Paris le 20 décembre 2022 a élu le Réseau togolais de l'évaluation (RéTEva) pour un mandat de deux ans pour siéger dans le Conseil d'administration du RFE. Cette élection est à mettre à l'actif de la nouvelle équipe dirigeante du RéTEva conduite par sa présidente, Mme Valentine SAMA.

• Joël YANCLO

« C'est une confiance qui nous est faite, nous avons l'ultime devoir de travailler davantage pour en être à la hauteur de cette responsabilité qui nous a été confiée afin de rehausser significativement l'image de notre réseau et de mon pays, le Togo, par des résultats solides au RFE. » Ainsi s'est exprimée Valentine SAMA, présidente du Réseau togolais de l'évaluation (RéTEva), après l'élection du RéTEva pour siéger au Conseil d'administration du Réseau francophone de l'évaluation (RFE), tout en témoignant sa reconnaissance aux différents votants qui ont élu le Togo à travers le RéTEva qu'elle préside depuis 2021. Les associations nationales membres du Réseau francophone de l'évaluation (RFE) se sont retrouvées en Assemblée générale le 20 décembre dernier pour renouveler le Conseil d'administration de leur organisation. Au terme des votes qui se sont déroulées en ligne, le Réseau togolais de l'évaluation (RéTEva) est élu aux dépens de la Société française de l'évaluation (SFE) pour un mandat de deux ans pour siéger dans le Conseil d'administration du RFE. Pour Valentine SAMA, l'entrée du RéTEva au sein du Conseil d'administration du RFE est d'une importance très capitale. En termes d'avantages, les membres du RéTEva bénéficieront des opportunités de lobbying pour positionner les évaluateurs émergents et professionnels togolais du RéTEva dans les instances, des laboratoires de partages d'expérience de bonnes pratiques, de conception, sophistication et d'uniformisation des instruments de pointe de cette discipline pour l'amélioration des programmes dans les 24 pays membres du RFE. Aussi, cela va-t-il contribuer

au plan international à la performance rapide des actions de la nouvelle stratégie du RFE, pour l'équité, l'inclusion sociale et économique ainsi que le développement transformationnel des structures via les pays membres. Car, le RFE est un grand carrefour d'apprentissage et de capitalisations, un rendez-vous du donner et du recevoir pour le RéTEva. Dans un autre registre, cette élection du RéTEva permettra de créer une forte émulation avec les pays francophones pour des actions ciblées pays via des opportunités dans l'Union africaine et l'Europe, faire participer et amener les jeunes évaluateurs émergents Togolais à l'auto construction positive via la pratique de l'évaluation axée sur les résultats, pour rendre leur posture, leurs profils et leurs différents travaux ultra professionnels et de qualité dans le nouvel environnement du marché interne et externe de plus en plus très compétitif.

## Le RéTEva en bref

Créé en 2013 le Réseau togolais de l'évaluation (RéTEva) est un réseau de professionnels répondant à des profils variés, partageant l'amour du suivi-évaluation et son implication dans la mise en œuvre des projets et programme du développement ; il regorge d'évaluateurs de haut niveau dits confirmés et d'évaluateurs émergents dits jeunes évaluateurs. Le réseau a pour mission principale d'assister l'État dans l'évaluation effective des politiques publiques en utilisant comme approche le suivi-évaluation axé sur les résultats du développement. Pour avoir de bons résultats le suivi-évaluation doit être l'outil principal de travail. L'évaluation en soi est un domaine spécialement intéressant compte tenu de sa polyvalence ; c'est justement pour cette raison que le réseau travaille d'arrache-pied pour le démystifier et ainsi apporter une compréhension claire sur l'avancement et l'impact des différentes politiques de développement mises en œuvre par le gouvernement au profit de la population. La force du RéTEva réside dans le travail collaboratif, inclusif, participatif et le partage de bonnes pratiques. A ce jour le Réseau compte 51 experts y compris des évaluateurs émergents, tous au service du développement durable et de l'évaluation. Le plan d'actions 2021-2023 du RéTEva comprend 37 projets répartis en 3 grandes actions notamment : Réformes structurelles, organisationnelle et innovation au sein du RéTEva ; Organisation des rencontres de haut niveau au plan national



• Valentine SAMA, présidente du Réseau togolais de l'évaluation (RéTEva)

et renforcement des capacités multidimensionnelles des évaluateurs émergents et confirmés ; Partenariats avec les organisations internationales d'évaluation et participation active aux cadres de concertation internationale du RFE pour la performance des actions. Ces projets sont en cours de réalisation avec des résultats mesurables dont le taux d'exécution au 1er déc. 2022 est de 95%. Ses diffé-

rentes contributions participent à la Vision pour un Togo émergent en 2030.

et renforcement des capacités multidimensionnelles des évaluateurs émergents et confirmés ; Partenariats avec les organisations internationales d'évaluation et participation active aux cadres de concertation internationale du RFE pour la performance des actions. Ces projets sont en cours de réalisation avec des résultats mesurables dont le taux d'exécution au 1er déc. 2022 est de 95%. Ses diffé-

## A propos du RFE

Ensemble pour le développement de l'évaluation dans l'espace francophone, le Réseau francophone de l'évaluation (RFE) regroupe une vingtaine d'Associations Nationales d'Évaluation (ANÉ). L'association

s'est donnée pour mission de développer et mutualiser les connaissances et pratiques de l'évaluation de l'action publique dans l'espace francophone. Pour ce faire elle mène, avec l'appui de ses membres et de ses partenaires, des initiatives destinées à l'ensemble des acteurs concernés par l'évaluation des politiques publiques et programmes (institutionnels, consultants, ONG, universitaires...) : promotion de l'évaluation des politiques publiques/programmes, soutien à l'institutionnalisation de l'évaluation, Forum International Francophone de l'Évaluation, séminaires de renforcement des capacités des ANÉ, accompagnement des évaluateurs émergents, mise en place de conférences virtuelles... Le Réseau Francophone de l'Évaluation (RFE) est une tête de réseau créé le 26 février 2013 avec le soutien de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF). Le réseau rassemble à ce jour les Associations Nationales d'Évaluation (ANÉ) de 24 pays de l'espace francophone. Ses objectifs sont de développer l'offre francophone d'évaluation ; constituer un corpus théorique et technique en langue française ; développer entre les Associations Nationales d'Évaluation une coopération active ; promouvoir l'utilisation des résultats de l'évaluation dans le processus de décision publique



## Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / Grand marché d'Adawlato

# Le Premier ministre constate l'évolution des travaux

Les travaux de reconstruction du bâtiment central du Grand marché d'Adawlato à Lomé vont bon train. Ce jeudi 22 décembre 2022, le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé a fait une descente de terrain pour constater l'évolution des travaux.



● Nicole ESSO

J'ai visité avec nos sœurs commerçantes, le chantier de reconstruction du grand marché de Lomé. J'ai encouragé l'entreprise à maintenir le rythme pour que ce cœur de ville retrouve sa place dans notre économie, conformément à la vision du PR », a tweeter le Premier ministre, Victoire Tomégah-Dogbé

après avoir visité le chantier de reconstruction du bâtiment central du Grand marché d'Adawlato à Lomé. Ces travaux de reconstruction du bâtiment central du Grand marché d'Adawlato s'inscrivent dans le cadre du programme d'actions prioritaires du gouvernement en matière d'infrastructures. L'édifice va réintégrer les commerçants de l'ancien bâtiment et accueillir de nouveaux services. Il est érigé sur le site

de l'ancien bâtiment sur une surface totale de 7500 m<sup>2</sup> avec une empreinte parcellaire de 150 m de longueur et 50 m de largeur. Il s'agit spécifiquement d'un bâtiment de cinq (05) niveaux dont une terrasse accessible et animée qui va servir de restaurants et d'espaces d'événementiels. Le bâtiment comprend 1833 espaces commerciaux notamment, des étals, boutiques, kiosques et grossistes. À l'intérieur, plusieurs passerelles en surplomb vont relier les différents niveaux du bâtiment. Pour le Directeur général de Sara Consult, Sani Traoré Fousse, les travaux avancent bien depuis le démarrage effectif du chantier en mai 2022. Les femmes commerçantes (Nana Benz) ont réitéré leur gratitude à Mme le Premier ministre pour sa visite qui leur permet d'apprécier l'état d'avancement des travaux. La cheffe du gouvernement a rendu grâce à Dieu pour le démarrage effectif des travaux sous le leadership du Président de la République, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé. Elle a appelé l'entreprise à accélérer les travaux.



Produits locaux

# La foire commerciale de Doufelgou ouverte

La deuxième édition de la foire commerciale de Doufelgou a été ouverte, le mercredi 21 décembre, sur le site du nouveau marché central de la préfecture et ce jusqu'au 1er janvier 2023.

Cette édition dédiée majoritairement aux produits agricoles entend faire la promotion des activités génératrices de revenus, encourager les jeunes à booster leurs entreprises de production agricole, de transformation et de commercialisation. Plusieurs activités sont inscrites à l'agenda de cette foire commerciale, notamment des expositions et ventes des produits locaux, des rencontres entre opérateurs économiques et des partenariats avec d'autres commerçants. Des prestations des artistes locaux et danses du terroir et des échanges sur l'entrepreneuriat innovant des jeunes sont également au programme des manifestations. Le lancement a été marqué par des danses folkloriques, des prestations des artistes locaux notamment, All Kiff, Kasimar, Joyce Madi et Isabelle et la visite des stands. Il s'est déroulé en présence des autorités communales, de certains opérateurs économiques, des membres du comité d'organisation et des visiteurs. Le chargé de



communication du comité d'organisation, Noël Atoguima a souligné que la foire commerciale de Doufelgou compte valoriser les produits et la culture Nawda afin de donner une visibilité aux entreprises locales. Il a indiqué que ce rendez-vous commercial est une opportunité pour renforcer la coopération économique entre les participants et favoriser le rapprochement des différentes activités économiques et culturelles. « Notre ambition pour les années à venir, c'est de nouer des partenariats plus consistants avec les sociétés de la place et d'ailleurs afin d'étendre la visibi-

lité de la foire », a fait savoir M. Atoguima. Le représentant du préfet de Doufelgou, M. Békoutaré Diguéna et le maire de la commune Doufelgou I, Tchémé Tchambi Tchapkro ont relevé que cette foire cadre avec les objectifs du Plan national de développement (PND), en matière de revalorisation et de préservation de la culture. Pour eux, cette opportunité d'affaires va dynamiser la vie économique de la préfecture, créer de l'emploi aux jeunes et valoriser les produits locaux et sites touristiques de Doufelgou.

Avec ATOP/SG/OAF

Infrastructure numérique

# Le gouvernement autorise la cession du Data Center de Lomé à un opérateur privé

Réuni en Conseil des ministres le mercredi 21 décembre 2022, le gouvernement togolais a autorisé la cession de Lomé Data Center à un opérateur privé, alors que l'infrastructure était jusque-là dans le giron de la SIN (Société d'infrastructures numériques), une entité souveraine créée pour gérer les actifs télécoms de l'État.

L'exploitation technique et commerciale de l'infrastructure de connectivité avait été, dans une première phase, confiée en 2020, à Africa Data Centres, une filiale spécialisée de Liquid Telecom pour 5 ans pour un montant de prestation évalué à près de 3 milliards FCFA. Depuis, Liquid Télécom a constitué une filiale de droit togolais, Africa Data Centres Togo, avec pour objectif de renforcer ses positions dans le pays. Ambition dévoilée déjà



en mars 2019, à l'occasion de l'Africa CEO Forum à Kigali, devant une importante délégation dont Faure Gnassingbé, le Président togolais. Du côté des autorités togolaises, on souligne que le prochain acquéreur

de Lomé Data Center devrait s'inscrire dans la dynamique de faire du Togo une référence régionale en matière de transformation digitale. La construction du Data Center de Lomé a été financée par la Banque Mondiale dans le cadre du Programme régional de développement des infrastructures (WARCIP) à hauteur d'un peu plus de 12 milliards FCFA. Le modèle initial de sa mise en œuvre était le PPP.

Avec Togo First

## Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

UNION ECONOMIQUE ET  
MONETAIRE OUEST AFRICAINE  
(UEMOA)

## AVIS DE RECRUTEMENT

N° 009/2022/DSAF/DRH

La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) ayant son siège à Ouagadougou, Burkina Faso, procédera au recrutement d'un (01) Professionnel Statisticien-Economiste pour les services de la Chambre Consulaire Régionale de l'UEMOA.

**I. Conditions générales du recrutement****1. Dossier de candidature**

Chaque dossier de candidature doit comporter :

- une demande signée du candidat indiquant clairement l'emploi : ECS N° 001-2022/CCR ;
- une lettre de motivation ;
- un curriculum vitae auquel sont annexées les attestations des expériences acquises (certificats de travail) ;
- des copies des attestations de formations continues effectuées ;
- une copie certifiée conforme du ou des diplômes.

**2. Nationalité**

Les candidats doivent être ressortissants de l'un des Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), à savoir le Bénin, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau, le Mali, le Niger, le Sénégal et le Togo.

- un certificat de nationalité (original ou copie légalisée) ;
- un extrait du casier judiciaire datant de moins de trois (03) mois ;
- un certificat médical d'aptitude délivré par un médecin agréé.

a) Les candidats ayant adressé un dossier de candidature à la Commission de l'UEMOA avant la publication du présent avis sont invités à soumettre un nouveau dossier satisfaisant aux conditions ci-dessus.

Aucun dossier ne sera retourné.

b) Seuls les candidats retenus à la phase de présélection seront saisis de la suite réservée à leur demande.

Cet avis de recrutement est disponible sur le site internet de la Commission de l'UEMOA : [www.uemoa.int](http://www.uemoa.int).

**3. Dépôt et date de clôture des candidatures**

Le dossier de candidature, qui doit être sous pli fermé, portera :

- a) au recto, la mention « Recrutement UEMOA - ECS N° 001-2022/CCR » ;
- b) au verso, les nom et prénoms du candidat.

et doit être déposé au service courrier de la Commission de l'UEMOA ou adressé, **par voie postale, à :**

**MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA COMMISSION DE L'UEMOA**  
380, Avenue du Professeur Joseph KIZERBO  
01 B.P. 543  
OUAGADOUGOU 01  
Burkina Faso

**Préciser dans l'objet la référence du poste : « ECS/001-2022/CCR ».**

**Toutes les candidatures reçues après la date limite ou envoyées à toute autre adresse ou sans la référence du poste vacant, seront rejetées.**

**Date limite de dépôt des candidatures :**

15 janvier 2023

**II. Procédure de recrutement**

Le recrutement se déroulera en deux (02) étapes :

- une phase de présélection sur dossier ;
- une phase de sélection.

La sélection sera faite parmi les candidats présélectionnés.

Avant tout engagement, le candidat retenu devra fournir :

- un extrait d'acte de naissance ou tout document en tenant lieu ;
- élaborer une base de données sur les Chambres Consulaires Nationales et les organisations professionnelles ainsi que des entreprises ayant des transactions dans la sous-région ;
- évaluer l'efficacité des dispositions communautaires en matière de protection des entreprises de la sous-région face à la concurrence internationale ;
- assurer le suivi de la compétitivité des entreprises et des produits de la sous-région ;
- gérer et assurer le suivi des travaux des Commissions Techniques et Ad'hoc de la Chambre Consulaire Régionale ;
- contribuer à l'animation du dialogue entre la Chambre Consulaire Régionale et les Départements de la Commission de l'UEMOA ;

**I. CARACTERISTIQUES DU POSTE**

Placé sous l'autorité du Directeur Général de la Chambre Consulaire Régionale, le Professionnel Statisticien-Economiste est chargé des missions et activités ci-après :

**Missions**

Apporter une assistance technique dans le domaine de l'économie aux Instances de décision et de gestion de la Chambre Consulaire Régionale de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (CCR-UEMOA).

**Activités principales**

- contribuer à l'analyse de la situation économique des Etats membres de l'UEMOA, en particulier par des études sur la contribution du secteur privé ;
- suivre les dossiers des projets et programmes en cours au sein des Organes de l'Union :
  - participer à la mobilisation, la diffusion et la vulgarisation des informations ;
  - assurer l'exécution de toutes autres activités relevant de ses compétences qui lui seront confiées par les Autorités de la Chambre Consulaire Régionale.

**II. QUALIFICATIONS ET APTITUDES****1. Profil du candidat**

Le Professionnel Statisticien-Economiste doit être titulaire au moins d'un Bac + 5 en Statistiques et Economie.

**2. Formations**

Le Professionnel Statisticien-Economiste doit avoir effectué les formations complémentaires spécifiques suivantes pour la tenue du poste :

- formation en analyse économique ;
- formation en analyse financière ;
- formation en techniques statistiques ;
- formation en maîtrise des outils informatiques ;
- formation en relations économiques internationales ;
- formation en intégration sous-régionale ;
- formation en promotion du secteur privé.

**3. Expériences Générales**

Disposer d'une expérience professionnelle d'au moins cinq (05) ans dans le domaine de l'analyse économique et de la statistique.

**4. Expériences spécifiques**

- avoir dirigé une direction ou un département en charge de l'analyse économique dans une entreprise privée constitue un atout ;
- disposer d'une bonne connaissance de l'environnement économique de l'Union ;
- avoir une connaissance avérée des organisations du secteur privé de l'Union et de leur fonctionnement ;

- assurer le suivi des programmes de promotion de l'initiative privée et de formation des opérateurs économiques ou porteurs de projets ;
- participer aux activités de promotion de partenariats interentreprises ;
- animer et faciliter les échanges entre opérateurs et institutions économiques de la sous-région ;
- assurer une veille économique permanente de l'environnement des affaires ;
- préparer et rédiger les comptes rendus, procès-verbaux, notes, mémos et avis sur les dossiers, projets et études confiés par le Directeur Général ;
- animer les réunions, rencontres et ateliers de formation de la CCR-UEMOA selon les thématiques ;
- participer à la rédaction du rapport d'activités annuel ;
- disposer d'une bonne maîtrise des outils informatiques ;
- justifier de qualités rédactionnelles ;
- avoir le sens du travail bien fait et soutenu et être apte à travailler en équipe ;
- avoir une bonne maîtrise de l'anglais (parlé comme écrit) serait un atout supplémentaire ;
- pouvoir travailler dans un environnement multiculturel.

**5. Age limite**

Le Professionnel Statisticien-Economiste devra être âgé d'au moins 45 ans au 31 décembre 2023.

**III. CLASSIFICATION PROFESSIONNELLE**

Le Professionnel Statisticien-Economiste relève de la catégorie des Professionnels et est classé au grade « P » de la grille des salaires du personnel de l'UEMOA.

**IV. DUREE DU CONTRAT**

L'engagement du Professionnel Statisticien-Economiste est à durée indéterminée.

Ouagadougou, le 08 DEC 2022

Pour le Commissaire chargé du  
Département des Services Administratifs  
et Financiers

Lassine BOUARE

UEMOA

**BRVM****415,5 millions \$ de bénéfices nets déclarés par les banques cotées**

Sur les 9 premiers mois de l'année 2022, les banques cotées sur la BRVM ont affiché une résilience certaine face à l'inflation qui touche leurs différents marchés. Les chiffres d'affaires et marges nettes sont en hausse sur la période.

Selon des données collectées par l'Agence Ecofin, les banques de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) qui sont cotées à la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) basée à Abidjan ont déjà déclaré des bénéfices nets cumulés de 256 milliards FCFA (415,5 millions \$) pour les activités des 9 premiers mois de 2022. Ce chiffre est en progression de 9%, en comparaison avec celui de la même période en 2021. Cette performance, qui repose sur des chiffres non encore audités, est le fait d'une amélioration du produit net bancaire (PNB), l'équivalent du chiffre d'affaires dans le secteur bancaire, qui a progressé de 12% pour atteindre 787,1 milliards FCFA. Sur la base de ces deux indicateurs, on peut relever que les banques cotées de l'UEMOA parviennent à surmonter l'inflation, qui a globalement atteint les 8,4% à fin octobre 2022. La majorité des banques analysées ne fournissent pas de détails sur chaque ligne des indicateurs de performance. Mais on a pu constater que la hausse des encours de crédit s'est com-



binée avec une amélioration des taux débiteurs moyens dans la sous-région, ainsi qu'avec une situation quasi stable des taux d'emprunt sur le marché monétaire et une progression modérée des taux moyens sur les dépôts des clients. Mais plus généralement, l'environnement économique au sein de l'UEMOA est assez favorable selon des enquêtes de conjoncture menées par la Banque centrale de cette sous-région (BCEAO). « L'activité économique serait bien orientée dans l'ensemble des secteurs. Les chefs d'entreprise interrogés anticipent de meilleures performances. L'accélération serait notée au niveau des branches commerciales, des industries manufacturières et extractives, ainsi que des services marchands et financiers

», peut-on lire dans ce document. Cette performance globale des banques cotées de la BRVM dissimule cependant quelques disparités. Coris Bank a connu la meilleure progression du volume des activités, avec un PNB en hausse de 27,1% sur la période. Avec un bénéfice net en progression de 45%, Bank of Africa Sénégal réalise la meilleure évolution de son bénéfice net. Coris Bank vient aussi en tête pour ce qui est de la meilleure marge nette, avec un ratio de 52,5%. Enfin, même s'il est en baisse de 3%, Société Générale Côte d'Ivoire a annoncé un bénéfice net de 47 milliards FCFA et cela reste le bénéfice le plus important du secteur sur la BRVM.

Avec Agence Ecofin

**Ghana****La croissance économique ralentit à 2,9% au troisième trimestre 2022**

Aux prises avec une inflation galopante, une dépréciation de sa monnaie et une hausse de sa dette publique, le Ghana a vu ses performances économiques diminuer au troisième trimestre. La même tendance devrait se poursuivre au dernier trimestre 2022 et en 2023.

La croissance de l'économie ghanéenne s'est limitée à 2,9% en glissement annuel au troisième trimestre 2022, contre un taux révisé de 4,7% au trimestre précédent, en raison notamment d'une baisse des performances du secteur industriel, selon des données publiées mercredi 21 décembre par le Service national des statistiques (GSS). Le statisticien du gouvernement, Samuel Kobina Annim, a indiqué que le taux de croissance enregistré au troisième trimestre de l'année en cours est le plus bas depuis le premier trimestre 2021. « C'est la croissance la plus faible depuis que l'économie a commencé à rebondir après la pandémie de Covid-19 », a-t-il déclaré lors d'une conférence de presse. Entre le 1er juillet et le 30 septembre de l'année en cours, le secteur industriel, qui comprend l'industrie manufacturière et l'exploitation minière, a

progressé de 0,9%, contre une croissance de 4,6% pour l'agriculture et une hausse de 3,9% pour le secteur des services par rapport à l'année précédente. Le Ghana a révisé la croissance pour le premier trimestre de cette année à 3% et à 4,7% pour le deuxième trimestre, contre des taux respectifs de 3,3% et 4,8% annoncés précédemment. La croissance devrait rester faible au cours du dernier trimestre 2022 et en 2023, alors que le pays s'efforce de réduire ses dépenses publiques pour faire face à une grave crise économique, et négocie la restructuration de sa dette pour débloquer un programme de sauvetage de 3 milliards \$, qui a fait l'objet d'un accord préliminaire avec le Fonds monétaire international (FMI). Alors que le remboursement de la dette siphonne environ 70% des recettes publiques, l'inflation a atteint 50% en novembre dernier, tandis que la mon-

naie locale a plongé de 59% depuis le début de l'année en cours. Dans un discours prononcé en novembre dernier lors de la présentation du Budget de l'Etat 2023, le ministre des Finances, Ken Ofori-Atta, avait déclaré que la croissance économique devrait ralentir à 3,7% sur l'ensemble de l'exercice 2022 (contre 5,4% en 2021) et à 2,8% en 2023. Le gouvernement ghanéen avait annoncé, lundi 19 décembre, la suspension provisoire du paiement de la majeure partie de sa dette extérieure. Cette mesure qui concerne les eurobonds, les prêts commerciaux à terme et la plupart des dettes bilatérales vise à « empêcher une nouvelle détérioration de la situation économique, financière et sociale » du Ghana « dans l'attente d'accords futurs » avec tous les créanciers du pays.

Avec Agence Ecofin

**Côte d'Ivoire****174,3 millions € pour la centrale hydroélectrique de Singrobo**

La Banque africaine de développement, l'Africa Finance Corporation, l'Agence allemande d'investissement et l'EAIF finalisent à 174,3 millions € le bouclage financier de la centrale hydroélectrique de Singrobo.



● Nicole ESSO

Le financement du projet de centrale hydroélectrique de 44 mégawatts de Singrobo-Ahouaty, en Côte d'Ivoire, a été bouclé, le Groupe de la Banque africaine de développement ayant assumé le rôle d'arrangeur principal mandaté. Le montage financier est composé de 40 millions d'euros du Groupe de la Banque, avec divers financements supplémentaires de l'Africa Finance Corporation, de l'Agence allemande d'investissement (Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft, DEG) et de l'Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF). Développé par l'Africa Finance Corporation, Themis – une entreprise adossée à Denham Capital – et le commanditaire local Ivoire Hydro Energy Holding, Singrobo-Ahouaty est le premier projet de pro-

duction indépendante d'électricité à être développé par un commanditaire local en Côte d'Ivoire. Située sur le fleuve Bandama, à 150 kilomètres d'Abidjan, la future centrale raccordera les habitants des villages environnants au réseau national. La fiabilité de l'approvisionnement en électricité sera meilleure et la dépendance à l'égard des combustibles fossiles moindre en périodes de pointe. Le projet, qui s'inscrit dans le cadre du New Deal sur l'énergie pour l'Afrique de la Banque africaine de développement, va accroître l'accès de la population à l'énergie et la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique de la Côte d'Ivoire. « La centrale de Singrobo-Ahouaty va mettre à profit l'énorme potentiel de la Côte d'Ivoire pour fournir une énergie propre à partir de l'hydroélectricité », a déclaré Wale Shonibare, directeur

chargé des Solutions financières, des Politiques et des Réglementations en matière d'énergie à la Banque africaine de développement. Il a ajouté : « Malgré les défis mondiaux actuels induits par la pandémie de Covid-19 et l'escalade des coûts liée à la chaîne d'approvisionnement, le projet reflète la résilience de la Banque et son leadership sur le marché africain de l'énergie, qu'elle guide vers des transactions financières. » L'initiative de la Banque africaine de développement vient compléter le soutien qu'elle apporte déjà au secteur énergétique ivoirien, en finançant les producteurs indépendants d'électricité d'Azito IV et d'Atinkou, le projet d'interconnexion régionale Côte d'Ivoire-Sierra Leone-Liberia-Guinée. La Banque appuie également le renforcement des réseaux de transport et de distribution d'électricité du pays.

**Lagos****Achèvement de la phase 1 de la première Blue Line**

En cours depuis 2008, le projet de train urbain Blue Line a connu des retards dans l'exécution des travaux, faute de financement. Il entre enfin dans sa phase active.

La Lagos Metropolitan Area Transport Authority (LAMATA) a annoncé mardi 20 décembre 2022, l'achèvement de la phase 1 de la Blue Line, une infrastructure ferroviaire dédiée au transport en commun dans la ville. Cette première phase consiste en un tronçon de 13 km qui relie Marina au Mile 2. La ligne s'étendra ensuite jusqu'à Okokomaiko pour faire un itinéraire total de 27 km. Elle devrait à terme assurer le déplacement de jusqu'à 500 000 passagers par jour. La Blue Line est l'une des 7 lignes du projet de train urbain de Lagos baptisé Lagos Rail Mass Transit (LRMT). Il y a aussi la Green Line (26 km, Marina-Lekki Airport), la Yellow line (34

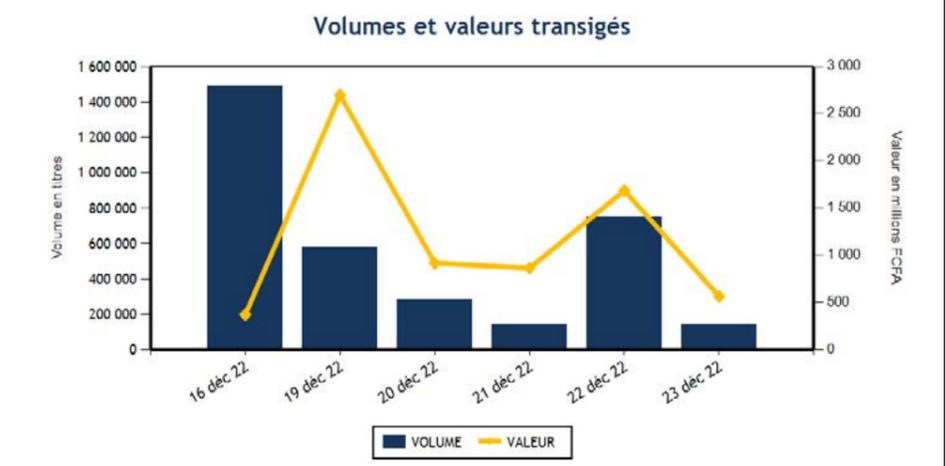
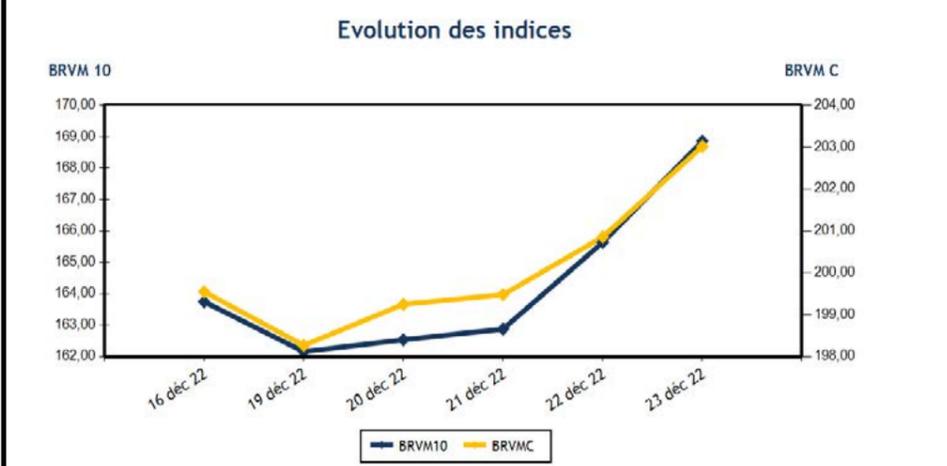


km, Otta-Ido), la Purple line (60 km, Redemption Camp-Ojo), la Orange Line (42 km, Redemption Camp-Marina) ainsi que la Brown Line (12 Km, Mile 12-Marina). Lancé dans le cadre du Plan stratégique des transports (STMP) de Lagos, le projet LRMT a été élaboré dans l'objectif

d'effectuer un report modal du trafic urbain routier vers les rails à l'horizon 2032, afin de désengorger les routes de la ville. Celles-ci connaissent au quotidien des bouchons interminables qui affectent la mobilité.

Avec Agence Ecofin

<b>BRVM 10</b>	<b>168,86</b>	 <b>BULLETTIN OFFICIEL DE LA COTE</b> N° 246 <span style="color: red;">vendredi 23 décembre 2022</span> <span style="float: right;">Site : <a href="http://www.brvm.org">www.brvm.org</a></span>	<b>BRVM Composite</b>	<b>203,02</b>
Variation Jour	↑ 1,94 %		Variation Jour	↑ 1,08 %
Variation annuelle	↑ 10,00 %		Variation annuelle	↑ 0,37 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 110 881 844 225	1,08 %
Volume échangé (Actions & Droits)	126 461	-80,67 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	442 009 750	-35,79 %
Nombre de titres transigés	42	2,44 %
Nombre de titres en hausse	17	41,67 %
Nombre de titres en baisse	12	-29,41 %
Nombre de titres inchangés	13	8,33 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 906 954 017 599	-0,14 %
Volume échangé	12 193	-87,83 %
Valeur transigée (FCFA)	121 010 708	-87,86 %
Nombre de titres transigés	9	12,50 %
Nombre de titres en hausse	2	0,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	5	25,00 %

**PLUS FORTES HAUSSES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	750	7,14 %	20,00 %
ECOBANK COTE D'IVOIRE (ECOC)	5 125	6,99 %	7,11 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	745	6,43 %	-2,61 %
ECOBANK TRANS. INCORP. TG (ETIT)	20	5,26 %	11,11 %
SITAB CI (STBC)	6 700	4,69 %	8,41 %

**PLUS FORTES BAISES**

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOLIBRA CI (SLBC)	83 250	-7,50 %	-46,63 %
SICOR CI (SICC)	5 750	-6,96 %	12,30 %
TRACTAFRIC MOTORS CI (PRSC)	3 000	-5,66 %	-28,57 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 310	-3,68 %	-25,14 %
BANK OF AFRICA ML (BOAM)	1 450	-1,69 %	-2,36 %

**INDICES SECTORIELS**

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	103,75	-0,80 %	-5,78 %	47 835	172 553 400	25,30
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	484,75	1,28 %	8,00 %	12 618	135 724 060	9,06
BRVM - FINANCES	15	75,59	1,72 %	-2,00 %	55 500	101 980 320	7,29
BRVM - TRANSPORT	2	359,60	2,03 %	-42,20 %	932	1 331 510	5,74
BRVM - AGRICULTURE	5	293,14	-0,07 %	20,48 %	1 205	9 447 100	5,59
BRVM - DISTRIBUTION	7	366,10	0,46 %	-10,14 %	8 274	20 858 415	25,55
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 462,15	0,00 %	62,33 %	97	114 945	14,23
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,96	
Taux de rendement moyen du marché	7,44	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,62	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	110	
Volume moyen annuel par séance	962 093,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 862 824 529,25	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	4,63	
Ratio moyen de satisfaction	23,85	
Ratio moyen de tendance	514,97	
Ratio moyen de couverture	19,42	
Taux de rotation moyen du marché	0,01	
Prime de risque du marché	6,67	
Nombre de SGI participantes	29	

**Définitions**

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances  
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances  
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)  
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)  
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)  
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif  
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende  
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées  
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat

 Bénin Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin Avenue Charles de Gaulle Cotonou Tel : (229) 21 31 21 28 Fax : (229) 21 31 20 77	 BURKINA FASO Chambre de Commerce et d'Industrie de Ouagadougou BP 100 Ouagadougou 01 Tel : (229) 25 30 87 73 Fax : (229) 25 30 87 19	 CÔTE D'IVOIRE Douane Régionale des Valeurs Mobilières Plateau, 18 Avenue Joseph ANOMA 01 BP 2002 Abidjan 01 Tel : (229) 20 31 50 50 Fax : (229) 20 32 47 77	 GHANA Chambre de Commerce, d'Industrie, d'Agriculture et des Services de Côte d'Ivoire, Avenue France-Nélie CP 88 Sissala Tel : (248) 308 18 52 Fax : (248) 308 18 82	 MALI Immeuble SONAVE, ACI 2000 Hamdallaye B.P. 1386 - Bamako Tel : (225) 44 90 15 10 Fax : (225) 44 90 18 11	 NIGER Chambre de Commerce, d'Industrie et d'Innovation de Niamey, Place de la concertation BP 13 200 Niamey Tel : (227) 20 73 88 32 Fax : (227) 20 73 89 47	 SENEGAL 7, rue Jean Mermoz BP 4950, Dakar - Fatick Tel : (229) 33 821 15 18 Fax : (229) 33 821 15 06	 TOGO 4891, Boulevard G. GNASSINGBE Eyadéma, Immeuble C22 Togo BP : 2082 Lomé Tel : (228) 22 44 23 90 Fax : (228) 22 35 31 41
---	--	---	---	---	---	---	--

**BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES**  
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E  
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan  
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : [brvm@brvm.org](mailto:brvm@brvm.org), Site Web : [www.brvm.org](http://www.brvm.org)

## Royaume-Uni

# Les premiers billets à l'effigie de Charles III dévoilés

Les premiers billets de banque à l'effigie du roi Charles III ont été dévoilés mardi par la Banque d'Angleterre. Ils entreront en circulation mi-2024 au Royaume-Uni.

Le portrait du roi apparaîtra sur les modèles existants des quatre billets de 5, 10, 20 et 50 livres, «sans autre modification» dans leur conception, a annoncé la banque centrale dans un communiqué. L'image de Charles III apparaîtra à la place du visage de sa mère sur le recto des billets et en médaillon dans la fenêtre de sécurité transparente, selon les visuels dévoilés par l'institut monétaire. Le portrait est une gravure réalisée à partir d'une photo «fournie par la famille royale en 2013» et les visuels, finalisés ces derniers mois, ont été validés par le monarque, a précisé à l'AFP un porte-parole de la Banque d'Angleterre.

### Billets en polymère

Les billets en polymère – qui ont remplacé progressive-



ment la monnaie papier au Royaume-Uni depuis 2016 – seront produits à grande échelle à partir de la première moitié de 2023 avant d'entrer en circulation l'année suivante. Les billets à l'effigie d'Elizabeth II continueront à circuler en parallèle et ne seront retirés que lorsqu'ils seront abîmés pour «minimiser l'impact environnemental et financier» du changement de monarque, suivant les directives de la Maison royale, précise le

communiqué. Les premières pièces de monnaie à l'effigie de Charles III sont quant à elles entrées en circulation début décembre, faisant leur apparition dans les bureaux de poste du pays. Quelque 27 milliards de pièces sont actuellement en circulation au Royaume-Uni, arborant le visage de la défunte Elizabeth II: elles resteront elles aussi valables et ne seront remplacées que lorsqu'elles seront endommagées ou usées.

(AFP)

## Thaïlande

# Les promoteurs du cannabis craignent de se faire enfumer

À Bangkok, la marijuana a la cote depuis la dépénalisation de la culture et de la vente du cannabis en Thaïlande, mais ses promoteurs craignent que le gouvernement ne revienne en arrière.

Une odeur de cannabis plane au-dessus des canaux... Le boom des coffee shops a donné à Bangkok des allures d'Amsterdam d'Asie du Sud-Est, les vélos en moins. Après des années de sévère répression, le royaume a retiré fin juin certaines parties de la plante de sa liste des stupéfiants, devenant le premier pays d'Asie à ouvrir ce marché que les autorités espèrent lucratif. Magasins en dur, stands mobiles dans les rues, «weed trucks»... Plusieurs centaines de points de vente ont ouvert dans le royaume, dans une période de relance économique coïncidant avec le retour en force du tourisme, après le Covid. L'industrie du cannabis pourrait peser jusqu'à 1,2 milliard de dollars en 2025 pour la Thaïlande, qui mise sur son image de destination bien-être pour attirer les visiteurs, selon une étude de l'Université de la Chambre de commerce thaïlandaise. Mais la loi derrière cette expansion conserve des zones grises qui tempèrent l'enthousiasme de certains acteurs du secteur, qui craignent de devoir fermer du jour au lendemain – car, contrairement à l'Uruguay et au Canada, l'usage récréatif du cannabis reste interdit dans le royaume conservateur à majorité bouddhiste.



Cultiver ou vendre du cannabis est autorisé, mais le fumer librement ne l'est pas, sauf sous certaines conditions, notamment thérapeutiques. La loi génère de la confusion chez les professionnels du secteur, autant qu'au sein du gouvernement, pressé de clarifier la situation.

### «Vide» juridique

«Je connais des gens qui ferment boutique parce qu'ils n'ont pas de certitudes» sur l'avenir, Kajkanit Sakdisubha, dit «Gem», propriétaire d'une boutique à Bangkok, où il vend le cannabis que fait pousser son entreprise, Taratera. «Nous avons besoin d'un plan pour cinq à dix ans, pas d'une politique qui change chaque mois», poursuit-il. Leurs affaires subissent les remous du débat parlementaire en Thaïlande, qui ont gagné en intensité à mesure que les élections législatives, prévues au printemps, se rapprochent. Dans ce contexte préélectoral, le

gouvernement de l'ancien général Prayut Chan-O-Cha veut montrer qu'il garde la main. Il a durci les règles en décembre, en interdisant la vente de cannabis en ligne, et aux personnes de moins de 20 ans et femmes enceintes. Fumer du cannabis à l'intérieur des boutiques est également proscrit, sauf si c'est pour un usage thérapeutique, autorisé en Thaïlande, depuis 2018. Ce resserrage correspond à «une promesse électorale», juge Gloria Lai, directrice régionale pour l'Asie du Consortium international sur les politiques des drogues (IDPC), basée à Bangkok. «Il y a un vide pour le moment», à la fois dans les textes et dans les efforts mis en place pour le gouvernement pour expliquer la dépénalisation du cannabis, estime-t-elle. Cette situation ambiguë appelle à une nouvelle loi qui viendrait clarifier l'actuelle, ont lancé des professionnels du secteur.

(AFP)

## L'éco en bref

### Portugal : des centaines de trains supprimés en raison d'une grève

Des centaines de trains ont été supprimés depuis vendredi au Portugal en raison d'une grève des salariés des chemins de fer qui se poursuit afin de réclamer une prime de pouvoir d'achat pour faire face à l'envolée des prix, selon les syndicats. Lundi, sur les 427 trains prévus jusqu'à 10 heures (heure locale), 278 ont été supprimés, d'après un bilan des chemins de fer portugais (CP). Un service minimum, correspondant à 25% des trains programmés, a toutefois permis de limiter l'impact de ce mouvement. Depuis la première journée de débrayage vendredi, cette grève a déjà entraîné la suppression de plus de 1100 trains, selon CP. Ce mouvement des cheminots aura un impact sur le trafic ferroviaire les «jours qui précèdent et qui suivront les périodes de grève», ainsi que le 1er janvier prochain, a prévenu la société de chemins de fer dans un communiqué.

### Safran va payer 17,2 millions pour solder un différend sur des pots-de-vin en Chine

Le groupe français Safran va payer 17,2 millions de dollars pour solder un différend avec le ministère américain de la Justice, concernant des pots-de-vin versés en Chine par ses filiales, avant qu'elles ne soient rachetées par le fabricant de moteurs d'avion, selon des médias américains. Safran devra restituer les bénéfices des contrats «obtenus par corruption», mais ne sera pas poursuivi, selon une lettre du ministère de la Justice américain citée vendredi par le Wall Street Journal.



### La récolte de céréales en Ukraine aura baissé de 40% en 2022

La récolte de céréales en Ukraine, un des principaux producteurs mondiaux, va chuter d'environ 40% cette année par rapport à 2021, en raison de l'invasion russe, selon les estimations de l'Association céréalière nationale, annoncées vers la fin de la moisson. Après 106 millions de tonnes récoltées en 2021, un record historique, «cette année, il est pronostiqué que la récolte sera à hauteur de 64 ou 65 millions de tonnes», a expliqué le directeur de cette association, Serguï Ivachtchenko. «La principale raison, c'est la guerre», qui a entraîné la réduction de la surface cultivée et la baisse du rendement, a-t-il expliqué. Déclenchée fin février dans l'est, le sud et le nord de l'Ukraine, l'invasion russe a chamboulé l'industrie agricole de ce pays au moment où, réputé pour ses terres noires très fertiles, il était le quatrième exportateur mondial de maïs et en passe de devenir le troisième exportateur de blé.



### Afrique du Sud : les coupures de courant vont durer

L'Afrique du Sud doit se préparer à une crise prolongée de l'électricité, a prévenu vendredi la compagnie Eskom qui peine à alimenter la première puissance industrielle du continent. Actuellement, la demande totale d'énergie s'élève à environ 25'000 MWh, selon les chiffres officiels. Le pays aurait besoin de 4000 à 6000 MWh de capacité supplémentaire pour le réseau. L'entreprise publique a promis un répit le jour de Noël pour les coupures prolongées et sans précédent que le pays subit depuis des mois, attribuées au sabotage mais surtout à la vétusté des centrales à charbon, ainsi qu'à des problèmes d'incompétence et de corruption caractérisée. Mais les trois premiers mois de 2023 vont être «difficiles», a fait savoir Jan Oberholzer, directeur d'exploitation, lors d'un point de presse. «Cette période va être vraiment compliquée.»

Sélection AFP & REUTERS

## Climat

## Après les catastrophes de 2022, il faut agir, exhorte l'OMM

Selon le nouveau rapport de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), les catastrophes liées à la météorologie, à l'eau et au climat, comme les inondations extrêmes, la chaleur et la sécheresse, ont touché des millions de personnes et coûté des milliards cette année, alors que les signaux et l'impact du changement climatique induit par l'homme se sont intensifiés.



Les événements de 2022 ont une fois de plus souligné la nécessité évidente de faire beaucoup plus pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, d'améliorer leur suivi et de renforcer l'adaptation au changement climatique, notamment par l'accès universel aux alertes précoces, rappelle l'Organisation météorologique mondiale. Avant même la publication des chiffres de la température mondiale pour 2022 attendue à la mi-janvier, il apparaît déjà que les huit dernières années vont

s'avérer les plus chaudes jamais enregistrées. La persistance d'un événement de refroidissement causé par La Niña, qui en est maintenant à sa troisième année, signifie que 2022 ne sera pas l'année la plus chaude jamais enregistrée. Mais ce refroidissement sera de courte durée et n'inversera pas la tendance au réchauffement à long terme causée par des niveaux records de gaz à effet de serre piégeant la chaleur dans notre atmosphère. L'OMM précise que selon Les prévisions annuelles de température mondiale du Met Office du Royaume-Uni, la tempéra-

ture mondiale moyenne pour 2023 sera comprise entre 1,08 °C et 1,32 °C (avec une estimation centrale de 1,20 °C) au-dessus de la moyenne de la période préindustrielle (1850-1900). Pour la dixième année consécutive, les températures dépasseront d'au moins 1 °C les niveaux préindustriels et la probabilité d'un dépassement temporaire de la limite d'1,5 °C fixé par l'Accord de Paris augmente constamment.

#### Améliorer d'urgence la préparation aux événements extrêmes

« Cette année, nous avons été confrontés à plusieurs

catastrophes météorologiques dramatiques qui ont coûté beaucoup trop de vies et de moyens de subsistance et compromis la santé, l'alimentation, l'énergie et la sécurité de l'eau et des infrastructures. Un tiers du Pakistan a été inondé, entraînant des pertes économiques et humaines importantes. Des vagues de chaleur record ont été observées en Chine, en Europe, en Amérique du Nord et du Sud. La sécheresse qui sévit depuis longtemps dans la Corne de l'Afrique menace de devenir une catastrophe humanitaire », a déclaré le Secrétaire général de l'OMM, M. Peteri Taalas. Il a par ailleurs souligné la nécessité d'améliorer la préparation à de tels événements extrêmes et de veiller à atteindre l'objectif du Plan d'action « Alertes précoces pour tous » des Nations Unies au cours des cinq prochaines années. Les alertes rapides, l'augmentation des investissements dans le système mondial

d'observation de base et le renforcement de la résilience aux phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes figureront parmi les priorités de l'OMM en 2023, année au cours de laquelle la communauté de l'OMM célébrera son 150ème anniversaire. L'organisation encouragera également une nouvelle méthode de surveillance des puits et des sources de dioxyde de carbone, de méthane et d'oxyde nitreux en utilisant le programme de Veille de l'atmosphère du globe au sol et la modélisation par satellite afin de mieux comprendre le comportement des principaux gaz à effet de serre dans l'atmosphère.

#### Les indicateurs climatiques signalent des niveaux record.

Les gaz à effet de serre ne sont que l'un des indicateurs climatiques qui atteignent aujourd'hui des niveaux records, au côté du niveau de la mer, le contenu thermique

des océans et l'acidification. Le taux d'élévation du niveau de la mer a doublé depuis 1993, et augmenté de près de 10 mm depuis janvier 2020 pour atteindre un nouveau record cette année. Les deux ans et demie écoulés ont contribué à eux seuls à 10 pour cent de l'élévation globale du niveau de la mer depuis le début des mesures satellitaires il y a près de 30 ans, selon le rapport provisoire de l'OMM sur l'état du climat mondial en 2022. Selon l'OMM, L'année 2022 a aussi eu un impact exceptionnellement lourd sur les glaciers des Alpes européennes, avec les premiers signes d'une fonte sans précédent. La calotte glaciaire du Groenland a vu sa masse diminuer pour la 26e année consécutive et il a plu (plutôt que neigé) sur le sommet pour la première fois en septembre.

Avec news.un.org

## HOROSCOPE finance

**Bélier** Aucun coup dur ne serait à redouter pour vos finances ; mais ne vous attendez pas non plus à des rentrées d'argent mirobolantes. Le plus judicieux serait de profiter de cette journée pour faire le point en demandant un rendez-vous à votre banquier. Si vous êtes endetté, ce pourrait être le moment de renégocier un étalement de vos remboursements. Si vous souhaitez obtenir un prêt immobilier, accordez-vous un temps de réflexion.

**Taureau** La journée sera favorable aux investissements pour tous les natifs du signe. Mais peut-être serait-il opportun de consulter un psychologue compétent à propos de vos associés. Le prix d'une bonne consultation n'est pas une dépense superflue, mais un investissement immensément profitable.

**Gémeaux** Ne succombez pas à la tentation des combinaisons financières plus ou moins douteuses ou à la limite de la légalité. Même si elles peuvent vous aider à passer un cap difficile, elles laisseront des séquelles très pénibles et peut-être même catastrophiques.

**Cancer** Les astres vous seront favorables financièrement. Si vous êtes artiste, vous allez enfin connaître le succès. Si vous travaillez dans la restauration, vous allez récolter le fruit de vos efforts et de vos investissements. Pour tous les salariés du secteur privé, ce sera le moment de demander une prime quelconque.

**Lion** Le secteur de l'argent subira l'influence de Pluton, planète très positive sur le plan financier. Lorsque Pluton joue en notre faveur, il peut faire affluer jusqu'à nous de très grosses sommes. Il faudra simplement faire attention à un point : si vous prenez trop de risques, si vous jouez avec le feu, Pluton pourra se retourner contre vous. Les natifs qui accumuleront les dépenses et les folies risquent alors de le payer cher !

**Vierge** Vénus étant une planète par nature bénéfique, elle vous protégera et vous évitera les difficultés financières importantes. Mais attention à Pluton : vous risquez d'être amené à dépenser plus que prévu pour équiper la maison ou plaire à des membres de la famille. Méfiez-vous, vous dépasserez votre budget avant même de vous en être aperçu ! Surveillez vos comptes de près et remettez à plus tard les achats qui ne sont pas indispensables.

**Balance** Vos secteurs d'argent ne subissant l'influence d'aucune planète, vous n'aurez pas de problème pécuniaire important à redouter, pas plus d'ailleurs que vous ne pourrez compter sur un coup de chance particulier. Ce sera à vous de jouer pour garder l'équilibre. Méfiez-vous cependant des envies d'achats ruineux qui pourront vous passer par la tête sous l'influence perverse de Jupiter en aspect dysharmonique.

**Scorpion** Soyez à l'affût des bonnes occasions, sur le plan matériel. En fouinant un peu, vous pourrez faire des affaires extraordinaires. Une prime exceptionnelle pourrait vous être accordée aujourd'hui.

**Sagittaire** La Lune va influencer cette fois l'un de vos secteurs d'argent. La Lune n'est pas forcément dangereuse, mais elle a tout de même tendance à limiter les possibilités d'expansion. Sur le plan financier, son impact pourra donc se traduire par une certaine stagnation. Vous feriez bien de vous mettre dans la tête que vous aurez intérêt à rester raisonnable. Evitez les dépenses superflues, et tout ira bien.

**Capricorne** Vous qui redoutez les problèmes d'argent, pavoisez ! Les influences planétaires vous seront favorables dans ce domaine et vous permettront de consolider sensiblement votre situation matérielle.

**Verseau** Vous ressentirez une fringale de dépenses. Vous voudrez tout : changer de look, transformer de fond en comble la décoration de votre intérieur, acquérir une nouvelle voiture... Et la liste n'est nullement limitative ! Achetez ce que vous voulez, mais rien à crédit, sinon vous connaîtrez bientôt de sérieuses difficultés qui assombriront vos jours.

**Poissons** Quelques petits problèmes d'ordre financier vous perturberont et vous obligeront à remettre à plus tard vos folles envies de dépense. Soyez plus raisonnable pour éviter les fins de mois difficiles et démoralisantes.

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC  
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières  
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »  
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207  
Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé  
Email : contact@leconomistedutogo.tg  
Site web : www.leconomistedutogo.tg  
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

#### Directeur Général

Léonard DOSSOU  
(+228 96 26 05 15)

#### Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE  
(+228 91 46 14 79)

#### Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A  
(+228 90 16 47 09)

#### Rédacteur en Chef

Joël YANCLO  
(+228 97 78 79 07)

#### Rédacteurs

Hélène MARTELOT  
Nicole ESSO

Junior AREDOLA  
Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

#### Directeur Commercial

Eli DEKOU  
(+228 92 10 93 53)

#### Correcteur

Michel Yao AYEVA

#### Graphiste

Gérard DAMAWOU

# AMF-UMOA

Autorité des Marchés Financiers de  
l'Union Monétaire Ouest Africaine

Le Secrétaire Général

AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 10 -2022/AMF-UMOA/du 19 DEC 2022

## SELECTION D'UN CABINET POUR L'ELABORATION DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES DES ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL DE L'AMF-UMOA

### I. CONTEXTE DE L'APPEL A MANIFESTATION

L'Autorité des Marchés Financiers de l'Union Monétaire Ouest Africaine "AMF-UMOA" est un organe, créé le 3 juillet 1996 par décision du Conseil des Ministres de l'UMOA, dans le cadre de la mise en place du marché financier régional de l'UMOA.

Le siège de l'Organe est à Abidjan en Côte d'Ivoire. Les instances de l'AMF-UMOA sont : le Conseil des Ministres de l'UMOA, le Conseil Régional et le Comité Exécutif.

Les activités de l'Organe sont exécutées par son Secrétariat Général, composés des Directions et Services.

La présente mission s'inscrit dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance de l'AMF-UMOA à travers la mise en place d'outils de bonnes pratiques, dans l'optique d'améliorer l'efficacité et l'efficience au service de l'Union.

Pour atteindre cet objectif, le Secrétariat Général de l'AMF-UMOA désire procéder au recrutement d'un Cabinet disposant des compétences nécessaires pour l'élaboration de sa cartographie des risques, la mise en place du dispositif de gestion des risques et la formation des services de son Secrétariat Général.

En outre, le Secrétariat Général de l'AMF-UMOA, à travers cette étude, vise les objectifs spécifiques ci-après :

- identifier de manière approfondie, à partir de sources internes et externes, les risques qui peuvent affecter sa capacité à atteindre ses objectifs ;
- procéder à l'analyse des risques identifiés par rapport à leurs impacts ;
- réaliser une cartographie des risques à partir de l'évaluation et de la hiérarchisation des risques bruts et nets ;
- mettre en place un dispositif et des outils de gestion des risques ;
- élaborer un manuel de surveillance et de contrôle des risques basés sur la cartographie des risques, incluant les procédures de mise à jour et de contrôle de la cartographie des risques ;
- former les services du Secrétariat Général à l'élaboration, au pilotage, à la mise à jour et à l'évaluation de la cartographie des risques.

### II. CONDITIONS DE PARTICIPATION

Le présent AMI est ouvert, à égalité de chance, à tous les candidats qualifiés, disposant d'une très bonne connaissance des activités de régulation en général, en particulier, des marchés financiers, ainsi que des capacités techniques et professionnelles suffisantes en gestion des risques.

Le potentiel candidat doit joindre obligatoirement à son dossier de manifestation d'intérêt, des références professionnelles qui attestent de la justesse de sa compétence dans le domaine.

### III. PROFIL EXIGE POUR LA MISSION

Le Cabinet devra justifier de capacités techniques et professionnelles suffisantes et d'une expertise confirmée en matière d'élaboration de cartographie des risques et de gestion des risques, notamment auprès d'organismes publics et privés, nationaux et/ou internationaux.

Le candidat devra affecter à cette mission une équipe de travail composée d'experts de référence pour leur compétence professionnelle, leur complémentarité et qui justifient d'expériences confirmées dans le domaine de la mission.

### IV. CRITERES DE PRESELECTION

L'AMF-UMOA établira, sur la base des dossiers de manifestation d'intérêt reçus, une liste restreinte des candidats.

CRITERES	SOUS CRITERES	BAREME
1. Présentation du cabinet	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Nombre d'années d'existence légale, au moins cinq (05) années. (5 points)</li> <li>• Présentation de l'organigramme du cabinet avec une mise en évidence des compétences de l'équipe professionnelle. (10 points)</li> <li>• Avoir une très bonne connaissance des marchés financiers en général et en particulier, une parfaite maîtrise des de l'organisation et du fonctionnement interne des organismes du marché financier régional. (5 points)</li> </ul>	20
2. Qualifications du cabinet dans le domaine des prestations	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Des références du cabinet attestant de la justesse de la compétence du candidat dans la conduite de mission analogue d'élaboration de cartographie des risques d'une administration publique ou privée. Dans la limite de quatre (4) références. (10 points par référence)</li> <li>• Une mission analogue auprès d'une organisation internationale à caractère public serait un atout et aura prééminence sur les autres missions. (10 points)</li> </ul>	50

CRITERES	SOUS CRITERES	BAREME
3. Qualifications professionnelles du personnel clé	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Un Expert-comptable et financier, Spécialiste en Finance de marché, disposant d'une expérience en mission d'élaboration de la cartographie des risques, en gestion des risques et d'une bonne connaissance des activités des organismes du marché financier régional. (15 points)</li> <li>• Un Expert en gestion des risques, titulaire d'au moins un BAC+5 en gestion ou en finance avec au minimum un certificat professionnelle, spécialiste en gestion des risques (10 points)</li> </ul>	25
4. Présentation du dossier	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Clarté et synthèse de la note de présentation (la note de présentation et la liste détaillée des références du Cabinet doivent tenir au minimum sur cinq (05) pages au minimum et au maximum sur dix (10) pages.</li> </ul>	5
TOTAL		100

La note minimale requise pour être présélectionné est de **65 points sur 100** et le nombre de candidats présélectionnés sera compris entre trois (3) et sept (7).

Une Demande de Propositions sera transmise à la liste restreinte des Cabinets présélectionnés en vue de les inviter à soumettre une proposition technique et une proposition financière.

La sélection définitive interviendra par référence à une qualification minimum requise selon la méthode de sélection basée sur la qualité technique.

**NB :** La Commission aura la faculté de demander aux candidats toute précision ou complément d'informations, concernant leurs qualifications.

Il est à noter que l'intérêt manifesté par un candidat n'implique aucune obligation de la part de l'AMF-UMOA de le retenir sur la liste restreinte.

### V. MODALITES DE SOUMISSION

Les candidats intéressés par le présent AMI doivent fournir un dossier comprenant :

- une lettre de manifestation d'intérêt signée par le Représentant légal du Cabinet, faisant apparaître son nom, sa qualité, l'adresse, l'e-mail du Cabinet suivant le modèle en annexe de l'AMI et librement téléchargeable sur le site [www.amf-umoa.org](http://www.amf-umoa.org) (rubrique « Appel d'offres ») ;
- une note de présentation comprenant :
  - le profil du Cabinet et ceux des Consultants qu'il compte associer à cette activité en rapport avec le point III. PROFIL EXIGE POUR LA MISSION ;
  - les moyens matériels qu'il compte mettre en œuvre pour la réalisation de la mission ;
  - la liste détaillée des références, des expériences professionnelles et des missions analogues en tant que consultant principal ou associé pour des prestations de services similaires en référence au point IV. CRITERES DE PRESELECTION.

**NB :** La note susvisée ne doit pas contenir les CV détaillés des experts à ce stade de la procédure.

Le non-respect de cette exigence et une mauvaise présentation du dossier seront considérés à l'évaluation.

Les expressions d'intérêt, rédigées en langue française, doivent être déposées au plus tard le 03 JAN 2023 à 14 heures, heure locale d'Abidjan par voie postale à l'adresse ci-dessous :

Secrétariat Général de l'Autorité des Marchés Financiers de l'UMOA  
01 BPM 1878 ABIDJAN 01 COTE D'IVOIRE  
Avenue Joseph ANOMA (Rue des Banques)  
Tél : (+225) 27 20 21 57 42 / 27 20 31 56 20 ; Fax : (+225) 27 20 33 23 04

et porter expressément la mention :

« SELECTION D'UN CABINET POUR L'ELABORATION DE LA CARTOGRAPHIE DES RISQUES DES ACTIVITES DU SECRETARIAT GENERAL DE L'AMF-UMOA ».

et/ou transmises par voie électronique à l'adresse suivante :

[AppelsOffres@amf-umoa.org](mailto:AppelsOffres@amf-umoa.org)

**NB :**

- Le candidat doit s'assurer que le fichier transmis par mail est complet et s'ouvre facilement.
- L'AMF-UMOA décline toute responsabilité en cas de transmission d'un fichier corrompu et inaccessible pour son évaluation. Aucun envoi de fichier ne sera demandé lors de l'évaluation des manifestations d'intérêt. Le dossier concerné sera purement et simplement rejeté.
- Une candidature ne répondant pas à l'une quelconque de ces exigences sera écartée.
- Toute question complémentaire peut être adressée à l'adresse électronique suivante du Secrétariat Général de l'AMF-UMOA : [AppelsOffres@amf-umoa.org](mailto:AppelsOffres@amf-umoa.org)

Ripert BOSSOUKPE

**Noël pour tous 2022**

**La Fondation Assal apporte la joie à 2060 enfants**

Dans le cadre de sa noble mission de solidarité et attentive aux aspirations des enfants en ces périodes de fête de fin d'années, la Fondation Assal renouvelle son opération « Noël pour Tous » qui vise à offrir pleins de cadeaux à Plus de 2000 enfants identifiés, et issus des 05 Régions du Togo.

● Joël YANGLLO

Distribution des cadeaux et dons multiformes, tombolas, prestations d'artistes et un déjeuner pour tous étaient au menu de l'édition 2022 de l'initiative « Noël pour Tous » de la Fondation Assal, samedi 24 décembre 2022 au Palais des Congrès de Kara. La Fondation Assal se dévoue aux enfants touchés par la solitude et la précarité en leurs organisant un joyeux évènement. Les lauréates du concours « Reine des sciences & technologies 2022 issues de Kara ont reçu également leurs cadeaux spéciaux. La joie pour ces enfants d'avoir gagné des vélos en répondant aux questions était immense. La Fondation Assal, est présidée la député Abira Bonfoh. Elle apporte son soutien aux femmes,



aux personnes vulnérables, assure la promotion de l'éducation et veille au droit des enfants. La célébration de la nativité dans la plupart des pays du monde entier comme la fête des enfants, est une occasion spéciale pour les parents, et de généreux donateurs d'être plus proche afin d'apporter un peu plus de sourire aux enfants de différentes couches sociales. Ce geste apporte dans le cœur des enfants une certaine joie

qui se traduit par le sourire qu'ils ont aux lèvres ce jour-là. Nul n'ignore que des milliers d'enfants ont le malheur de naître dans des familles démunies et qui n'ont jamais connus ces moments de joie et de bonheur tout simplement parce que les parents n'ont pas les moyens ou ne sont plus de ce monde. C'est pourquoi chaque année, la Fondation apporte le sourire à des enfants défavorisés dans le tout le Togo.



**Electrification**

**Le village agricole de Vo-Apaouhonou désormais éclairé**

Localité essentiellement agricole située dans la préfecture de Vo (sud-Togo), le village de Vo- Apaouhonou est désormais raccordé aux réseaux électriques et bénéficie de l'éclairage public grâce au gouvernement.

Les installations de basse et moyenne tension avec des lampadaires qui éclairent les différentes rues de la localité ont été inaugurées samedi dernier par le Premier ministre, Victoire-Tomégha Dogbé, originaire du milieu. Les compteurs prépayés de la Compagnie énergie électrique du Togo(CEET) permettent aux ménages d'être raccordés directement aux poteaux électriques et jouir d'une énergie de qualité. "Toute activité humaine a besoin de l'éclairage, peu importe le secteur d'activité, on en a besoin. Un paysan qui arrive nuitamment du champ a besoin de cuisiner ; il faut aussi conserver les produits agricoles. Grâce à l'électricité, on est également à l'abri des dangers", confie Togbui Déga Ehe Apaou, gardien des us et coutumes. L'éclairage du milieu pour le chef coutumier enclenche le processus de développement de la zone longtemps restée dans l'obscurité. La construction des points d'adduction d'eau potable, de salles de classe et de centres de santé équipés et du personnel qualifié sont entre autres



● Travaux d'extension du réseau électrique

besoins exprimés par les rivaux qui espèrent une oreille attende des pouvoirs publics. Convaincu que l'agriculture n'a jamais été un sot métier, Togbui Déga EHE APAOU présente ses meilleurs vœux de nouvel an au monde agricole de son milieu et du Togo. "Que les paysans respectent les consignes des encadreurs. Que les pluies soient au rendez-vous", implore-t-il.

**Coin d'histoire**

Le village compte aujourd'hui en moyenne 500 habitats et la majeure partie de la population s'attèle aux travaux agricoles. Il y en a également des artisans (menuisiers, tailleurs) ainsi que des commerçants avec de petites unités de commerces installées dans certains coins

du milieu. Selon la petite histoire, les ancêtres ayant fondé ce village s'appelaient Atsou et Etsè dont l'un a engendré l'arrière-grand père Ekliu Adjaho et le village se nommait au départ 'Adjahohonou' (village ou maison d'Adjaho). 'Eklou Adjaho engendré plus tard un fils très valeureux et dynamique qu'on nommait 'Apaou'. C'est par ses actes de bravoure pour le salut de sa communauté que son nom a fini par prendre le dessus sur celui de son Père Adjaho, d'où est venu le nom 'Apaouhonou' (village ou maison d'Apaou)', partage le chef coutumier à agridigitale.net. D'Apaou, le fils EHE est né et le chef fait partie de cette lignée.

Avec agridigitale.net

**Noël 2022**

**Geste de générosité du Chef de l'Etat aux enfants du personnel de la Présidence**

La tradition a, une fois encore, été respectée par le chef de l'Etat. Tout comme chaque année, les enfants du personnel de la Présidence de la République, ont encore été conviés dans les jardins de la Présidence de la République où ils ont reçu des cadeaux et des kits de vivres à l'approche des fêtes de fin d'année.

La cérémonie de remise des cadeaux a eu lieu, vendredi 23 décembre 2022. Composés de kits alimentaires et de jouets divers, les présents ont été offerts par le Président de la République, Faure Essozimna Gnassingbé à ces enfants. Il tient à rééditer cette action de générosité chaque année. Un geste, qui selon les familles du personnel de la Présidence de la Répu-

blique, « traduit la volonté manifeste du Chef de l'Etat d'être plus proche des tout-petits pendant ces périodes festives et qui rappelle son souci constant de voir toutes les familles célébrer, dans la joie, les fêtes de fin d'année ». C'est justement dans une ambiance festive, empreinte de gaieté, que les enfants bénéficiaires, ont été invités à l'excellence scolaire et à avoir de bons résultats. Ceux-

ci, à leur tour, ont promis d'être sages et studieux tout au long de l'année scolaire. Tout en saluant cet acte du Président de la République qui permet de distiller la joie dans le cœur des enfants, le personnel de la Présidence de la République a exprimé sa reconnaissance au chef de l'Etat pour sa bienveillance et lui a formulé des vœux de santé et de paix.

©AfreePress

**Le Togo en chiffres**

Produits échangés		Produits échangés					
1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4		
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0	Energie électrique	5,1	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5		
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8	Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1	Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4	Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3	Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4	Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
				Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

**TOUTE  
L'ACTUALITÉ  
ÉCONOMIQUE  
D'ICI ET  
D'AILLEURS**

**L'économiste** du Togo  
Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0650/07/09/22/HAAC



**Couverture médiatique**



**Insertion publicitaire**



**Publi-reportage ...**

+228 92 10 93 53 / 90 16 47 09

contact@leconomistedutogo

www.leconomistedutogo.tg

Totsi Gblinkome, rue Tidjani

l'économiste du Togo

@economisteTogo

*...L'économiste du Togo...le journal des décideurs...*